



SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020
DECISION N° 2020-079- DB

Date d'affichage : 1 octobre 2020	Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.
Nombre de membres : 51	
En exercice : 51	
Quorum : 26	
Présents: 37	Membres présents en séance :
Excusé(s) : 7	Présents : (37)
dont pouvoir(s) : 5	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Absent(s) : 7	
Nombre de votants : 42	
Secrétaire de séance :	
M. Grégory PIERRE.	
	Excusé(s) : (7)
	Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD
	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (5)
	Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DOUET à Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX
	Absent(s) : (7)
	Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

MOBILISATION DU SERVICE VILLE D'ART ET D'HISTOIRE DE SAUMUR POUR LA CONDUITE DU PROJET DE LABELLISATION DE L'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE AU TITRE DE PAYS D'ART ET D'HISTOIRE - CONVENTION À INTERVENIR ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA VILLE DE SAUMUR POUR L'ANNÉE 2020

La Ville de Saumur a été reconnue Ville d'art et d'histoire en 2006 par le Ministère de la Culture. Une convention, signée pour dix ans avec l'État et prorogée tacitement dans l'attente d'une nouvelle convention, fixe le cadre d'actions et mentionne à terme l'extension du label en Pays d'art et d'histoire. Le service Ville d'art et d'histoire de Saumur assure l'animation du label.

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, dont une partie se situe sur le territoire du Val de Loire, site inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, possède d'importantes ressources patrimoniales qu'elle souhaite valoriser et animer dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire.

Le principe d'engager une réflexion sur la création d'un Pays d'art et d'histoire a été acté dans les délibérations du conseil communautaire n°2018/026 DC du 29 mars 2018 ; n°2017/016 DC du 2 février 2017 et 2016/089 DC du 20 octobre 2016.

La Ville de Saumur et la Communauté d'Agglomération de Saumur Val de Loire souhaitent s'associer pour engager les démarches d'évaluation et de transformation du dispositif Ville d'art et d'histoire en Pays d'art et d'histoire.

Une première convention signée en 2019 a permis la réalisation du dossier de candidature formalisant le projet territorial de valorisation et d'animation du patrimoine. Le dossier a été remis à la Direction régionale des Affaires culturelles des Pays de la Loire pour avis.

La rédaction d'une nouvelle convention a pour objet de préciser les rôles et engagements de chacune des parties dans la suite des démarches liées au processus de labellisation annoncées dans le dossier de candidature. En particulier, elle précise les contours de la mobilisation par la Ville de Saumur de son service Ville d'art et d'histoire pour poursuivre la mission d'ingénierie Pays d'art et d'histoire de Saumur Val de Loire :

- Poursuite de la mission de préfiguration.
- Analyse des observations formulées par les services de la DRAC Pays de la Loire et intégration des données dans le dossier de candidature en concertation avec les élus et les acteurs du territoire.
- Poursuite de l'animation du comité de pilotage du projet, des comités technique et scientifique et des groupes de travail, dont l'organisation des réunions et la rédaction des comptes-rendus.
- Coordination d'événements, animation de sites et conception de supports de médiation et de communication : pilotage des opérations 80 ans de la Bataille des Cadets de Saumur, Journées Européennes du Patrimoine et organisation de visites découvertes dans les communes du territoire.

Pour la poursuite de ces missions, la Ville et l'Agglomération confient la mission de chef de projet au responsable du service Ville d'art et d'histoire de la Ville de Saumur. Le temps consacré au projet n'excédera pas 30 % du temps de travail du service Ville d'art et d'histoire. La Ville prévoit également de recruter deux stagiaires à partir de mars et avril 2020 pour une durée de 6 mois, placés sous l'autorité du chef de projet.

Selon le budget prévisionnel, l'Agglomération prendra à sa charge la mission à hauteur de 24 000 €, correspond aux enveloppes suivantes :

ressources humaines à hauteur de 19 810 € (30% du coût des personnels Ville d'art et d'histoire et 25 % du coût de deux stagiaires de 6 mois)

soutien aux projets à hauteur de 4 190 € (Journées Européennes du patrimoine, 80 ans de la Bataille des Cadets de Saumur, médiation et actions pédagogiques dans les communes).

Ainsi, la Communauté d'agglomération remboursera à la Ville la somme prévisionnelle de 24 000 €, sur présentation d'états justificatifs.

Cette mission prendra fin au 31 décembre 2020.

Il est proposé aux membres du Bureau Communautaire de délibérer.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral numéro DRCL/BSFL/2016-179 du 16 décembre 2016 instituant la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, modifié par l'arrêté préfectoral SP n° 2020-02 du 10 janvier 2020 portant actualisation des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n° 2020/124 DC du 30 Juillet 2020 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- **d'APPROUVER** le principe de la mobilisation du service ville d'art et d'histoire de la Ville de Saumur pour le projet de labellisation de l'agglomération Saumur Val de Loire au titre de Pays d'art et d'histoire ;
- **d'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 42 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 3ème trimestre 2020



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.10 Divers – 7.10.6 Autres
-------------------	--------------------	-----------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »